



**Conférence
des Nations Unies
sur le commerce
et le développement**

Distr.
LIMITÉE

TD/L.391
25 juin 2004

FRANÇAIS
Original: ANGLAIS

Onzième session
São Paulo, 13-18 juin 2004

**DÉBAT DE HAUT NIVEAU SUR LE COMMERCE ET LES STRATÉGIES
DE DÉVELOPPEMENT POUR LES PMA**

17 juin 2004 – Résumé établi par le secrétariat de la CNUCED

Commerce, croissance et pauvreté dans les pays les moins avancés

1. Réduire la pauvreté dans les PMA est une tâche immense, qui exigera des efforts particuliers de la part des PMA et de leurs partenaires de développement pour faire face à l'ampleur et à la persistance du sous-développement et de la pauvreté dans ces pays.
2. Dans l'actuel contexte mondial, la probabilité est faible que l'extrême pauvreté diminue de moitié d'ici 2015 dans les PMA; au contraire, si les tendances actuelles persistent, le danger est grand que ces pays en soient devenus le principal foyer à cette date. Dans un certain nombre de PMA, la situation est aujourd'hui particulièrement grave en raison de faiblesses structurelles ainsi que de l'interaction de facteurs nationaux et internationaux – conflits civils, VIH/sida, pénurie de ressources financières intérieures et de personnel qualifié, sous-investissement, détérioration des termes de l'échange, endettement persistant et incapacité de remédier aux contraintes pesant sur l'offre. Tous ces éléments empêchent les PMA de profiter correctement des possibilités qu'offre la mondialisation économique.

3. Si le commerce est important pour la croissance économique, il faut se garder de trop attendre d'une contribution du commerce à la réduction de la pauvreté. Les pays dépendant des produits de base sont confrontés à de graves problèmes liés à la baisse et à l'instabilité des cours mondiaux. L'expérience montre également que, dans les pays où la majorité de la population continue de dépendre pour sa survie d'une agriculture de subsistance et où les infrastructures locales de transport et de communication et les marchés intérieurs sont sous-développés, la croissance tirée par les exportations a tendance à être géographiquement concentrée dans des enclaves plutôt qu'à favoriser l'intégration sociale.

4. Le Consensus de Monterrey consacre des engagements internationaux en faveur d'une nouvelle approche de l'aide au développement. Il faut toutefois qu'il y ait un changement de paradigme dans la pratique, pas seulement dans la théorie. Au niveau international, cela signifie: a) un net accroissement de l'aide au développement et l'élimination de la dette extérieure; b) l'amélioration de la qualité de l'aide au développement; c) une plus grande cohérence entre aide, commerce, allègement de la dette et investissement; d) une plus grande autonomie directive pour les gouvernements nationaux; et e) plus grande prise en compte par les institutions internationales de ce que les PMA considèrent eux-mêmes comme leurs problèmes réels. Au niveau national, de nouvelles stratégies de développement s'imposent, qui doivent aller au-delà des documents de stratégie de réduction de la pauvreté. L'enjeu fondamental est d'accélérer la croissance économique et de promouvoir un développement solidaire, plutôt que de simplement intégrer le commerce dans les stratégies de réduction de la pauvreté. Il faut une plus grande cohérence entre les stratégies nationales et les processus globaux.

Politiques nationales

5. La libéralisation du commerce n'a pas été la panacée pour la réduction de la pauvreté. De fait, elle a parfois été associée à une désindustrialisation et à une montée du chômage. La meilleure corrélation entre commerce et pauvreté apparaît dans des pays qui se sont ouverts de façon modérée dans les années 90. Pour contribuer à la réduction de la pauvreté, la libéralisation du commerce doit être progressive et être liée au développement des capacités de production, et elle doit être non pas assimilée à du laisser-faire, mais plutôt conduire à une réévaluation du rôle de l'État en matière de politique intérieure.

6. Dans les conditions de pauvreté de masse qui prévalent dans la plupart des PMA, la réduction de la pauvreté nécessitera des stratégies de développement encourageant une croissance économique accélérée qui soit facteur d'intégration sociale et soit également écologiquement viable et soutenue. Aux fins d'un développement solidaire, les stratégies nationales de développement ne devraient pas simplement promouvoir les facteurs de modernisation de l'économie; elles devraient aussi encourager les aspects suivants:

a) changements technologiques dans les activités d'économie de subsistance; b) services sociaux universels; et c) emplois valables à travers le développement de biens et services non marchands, outre une nouvelle approche du développement rural reposant sur toutes les utilisations possibles de la biomasse (par exemple alimentation, médicaments, matières premières). Les femmes ne doivent pas être écartées des perspectives d'emploi.

7. Les stratégies nationales de développement doivent être spécifiquement adaptées aux pays considérés. Il faut tenir compte de la diversité des conditions initiales, des ressources disponibles et de la structure des exportations dans les différents PMA.

Politiques internationales

8. Trop peu de PMA ont profité des mécanismes d'accès préférentiel aux marchés institués par des pays développés et d'autres pays en développement. Ces préférences commerciales ont encore un rôle à jouer et devraient être renforcées au moyen de mesures telles qu'une amélioration des règles d'origine en fonction des structures de production existantes et la mise en place de relations triangulaires entre préférences commerciales, aide publique au développement (APD) et investissements étrangers directs. L'amélioration des capacités de production est indispensable pour une contribution plus efficace du commerce à la réduction de la pauvreté.

9. Il faut accroître l'aide au développement des capacités de production. Dans les pays dépendant des produits de base, une aide internationale est nécessaire pour accroître la diversification et augmenter les capacités locales de transformation avec valeur ajoutée. Les partenaires internationaux de développement devraient respecter les objectifs d'APD de 0,15 % à 0,20 % du revenu national brut pour l'aide aux PMA. Extrêmement peu de pays donateurs ont tenu ces engagements à ce jour. Les conditionnalités ne doivent pas limiter les choix d'orientation. Dans la situation actuelle, l'accès à l'aide est parfois subordonné à

l'application de politiques macroéconomiques qui freinent le développement du secteur privé et l'accumulation locale de capital.

10. En dépit de diverses initiatives prises pour améliorer la situation, l'endettement extérieur reste un grave problème pour la plupart des PMA. Une poursuite de la réduction de la dette est indispensable pour faire reculer la pauvreté. Le financement à long terme du développement des capacités de production reste problématique dans les pays pauvres très endettés (PPTE), dont l'accès aux prêts est limité; il est urgent de s'en préoccuper.

11. Les PMA doivent être placés au cœur de la nouvelle géographie du commerce. Ils devraient participer activement à la nouvelle série de négociations au titre du Système global de préférences commerciales entre pays en développement (SGPC).

**Enfin, de nombreux intervenants se sont félicités de la qualité du
*Rapport 2004 sur les pays les moins avancés de la CNUCED.***
